

GÉOGRAPHIE DES ETHNIES, GÉOGRAPHIE DES CONFLITS A BRAZZAVILLE¹

par Elisabeth Dorier-Apprill
et Robert Ziavoula

Résumé : Les résultats électoraux de 1992 avaient révélé, à Brazzaville d'inquiétants clivages géographiques liés à la logique de regroupement ethno-régional dans les quartiers. En 1993, à la suite d'une contestation électorale, c'est par la sécession des arrondissements du sud, peuplés de Lari, que commencent les violences. La capitale sombre alors dans une véritable guerre urbaine aggravée par l'action de milices armées par les partis, et recrutées parmi la jeunesse désœuvrée. La milice zulu et la *force d'Aubeville*, armées par la mouvance présidentielle, contrôlent le centre et certains quartiers périphériques, la milice *ninja*, armée par le principal parti d'opposition à dominante Lari, contrôle l'arrondissement de Bacongo et la sortie routière de Brazzaville. Les violences à caractère ethnique perpétrées par ces milices et l'intervention brutale de l'armée à Bacongo ont provoqué un gigantesque chassé-croisé de réfugiés entre les quartiers. Cette territorialisation violente de la capitale sous l'emprise de jeunes – en majorité nés et socialisés à Brazzaville – a été commentée comme la résurgence archaïque de tensions ethniques : n'est-ce pas plutôt le visage décomposé d'une modernité urbaine en crise, et privée de ses régulateurs ?

Mots clés : Congo – Brazzaville – Géographie électorale – Violence urbaine – Ethnicité – Jeunesse.

1. Écrit en 1995, ce texte a été complété à l'occasion d'une mission de recherche² d'un mois à Pointe-Noire et Brazzaville, et grâce aux apports du colloque « *Identités et démocratie en Afrique* », Pointe-Noire, 14-16 déc. 1995, organisé par l'association *Rupture* (association d'universitaires congolais présidée par Patrice Yengo. BP 5876 Pointe Noire).

2. Chercheur associé ORSTOM – UR Enjeux de l'urbanisation.

Après plus d'un quart de siècle de monopartisme et de gouvernement militaire, le Congo a rejoint la vague des démocratisations africaines. En 1991, une Conférence nationale a instauré un régime de transition, avant qu'une série d'élections viennent renouveler le personnel politique. A l'époque, la Conférence nationale congolaise – présidée par l'archevêque catholique Mgr Kombo – fut maintes fois citée en exemple pour la tolérance de ses débats, clôturés par une mémorable séance de lavement des mains en signe de réconciliation nationale. Pourtant l'année 1992, marquée par 8 sessions électorales, a ouvert à Brazzaville une longue période de troubles politiques et de violences, aggravés par la récession économique qui frappe le pays de plein fouet.

Les résultats électoraux de 1992 avaient déjà révélé, à l'échelle du pays, d'inquiétants clivages ethno-régionaux. A Brazzaville, où le peuplement se réalise nettement par affinité ethnique, ils se traduisent par des contrastes électoraux selon les quartiers. C'est en juin 1993, par la sécession de tout un arrondissement, Baongo, à la suite d'une contestation électorale, que s'ouvre la principale phase de violences urbaines. Depuis, la capitale a sombré dans une véritable guerre civile à forte apparence « ethnique », aggravée par l'action de milices armées par les partis et recrutées parmi la jeunesse désœuvrée. Les trois arrondissements « sudistes » de Brazzaville sont devenus le théâtre d'affrontements entre les partisans du gouvernement, originaires des régions du sud-ouest (Niari, Bouenza, Lekoumou) surnommées *Nibolek*, et les Lari, originaires du Pool, partisans de l'opposition.

La milice *zulu* et la *force d'Aubeville*, armées par le parti présidentiel contrôlent le centre-ville et Mfilou tandis que les milices de l'opposition contrôlent les autres quartiers. Les populations *Nibolek* minoritaires à Baongo, ont dû se réfugier dans les quartiers Mfilou. Symétriquement, les Lari de Mfilou ont du fuir cette partie de la ville pour échapper aux violences. Pour désigner ce vaste chassé-croisé qui a entraîné le déplacement de plus de 100 000 personnes, certains commentateurs n'ont pas hésité à parler d'*épuration ethnique des quartiers* ! Mais cette « territorialisation » violente de la ville sous l'emprise de jeunes miliciens – en majorité nés à Brazzaville, scolarisés, grandis dans l'horizon des quartiers – est-elle la simple résurgence de vieux antagonismes ethniques, aigris par la cohabitation citadine, ou le visage décomposé d'une modernité urbaine en crise et privée de ses régulateurs ?

PERCEPTION DE L'ETHNICITÉ DANS L'ESPACE BRAZZAVILLOIS

Brazzaville, avec 800 000 habitants environ ³, représente plus du tiers de la population congolaise. Malgré sa petite dimension, comparée aux grandes métropoles d'Afrique Noire, à commencer par sa voisine Kinshasa, elle est le type même de la capitale politique macrocéphale. Son rythme de croissance demeure élevé, tant du fait de l'accroissement naturel que d'un exode rural qui ne se tarit pas, même si son rythme ralentit entre les deux derniers recensements (12 900 migrants d'origine rurale en 1974 contre 8 700 en 1985).

L'accroissement naturel joue un rôle de plus en plus décisif dans la croissance de Brazzaville : plus de la moitié des Brazzavillois sont aujourd'hui nés dans la capitale. En vérité, les adultes, dans leur majorité viennent encore de la campagne, mais les actifs des dix prochaines années seront presque tous des Brazzavillois de naissance.

La majorité des Brazzavillois qui ne sont pas nés dans la capitale viennent du Pool et des régions les plus densément peuplées du sud/sud-ouest. En 1980, près de 60 % des chefs de ménage étaient des Kongo (moyenne nationale 48 % en 1974), pour 28,5 % de Téké et de Mbochi, les deux autres principaux groupes. Si l'on compare avec la moyenne nationale (tableau 1) ⁴, il y a donc sur-représentation des Kongo et sous-représentation des Tékés à Brazzaville, tandis que la présence des Mbochis est conforme à leur poids démographique dans le pays. En réalité ces trois groupes principaux constituent des conglomerats beaucoup plus complexes, comme en témoigne la carte n° 1.

A Brazzaville, depuis les ouvrages fondateurs de G. Balandier, et l'atlas réalisé par R. Devauges à partir du recensement de 1974 ⁵, toutes les enquêtes sur ce sujet ⁶ ont montré de manière éloquent que le peuplement des quartiers se réalisait par affinité ethno-régionale (cf. tableaux 1 et 2, et cartes 2 et 3). Dans l'ensemble, on observe une dichotomie « nordistes » « sudistes » de part et d'autre du centre-ville et de Poto-Poto. Ces quartiers font office de zone-tampon. Les contrastes s'accusent dans les parties plus récentes des fronts d'urbanisation.

3. Estimation. 585 000 au dernier recensement (1984).

4. Chiffres du recensement de 1974, aucune donnée plus récente n'est disponible.

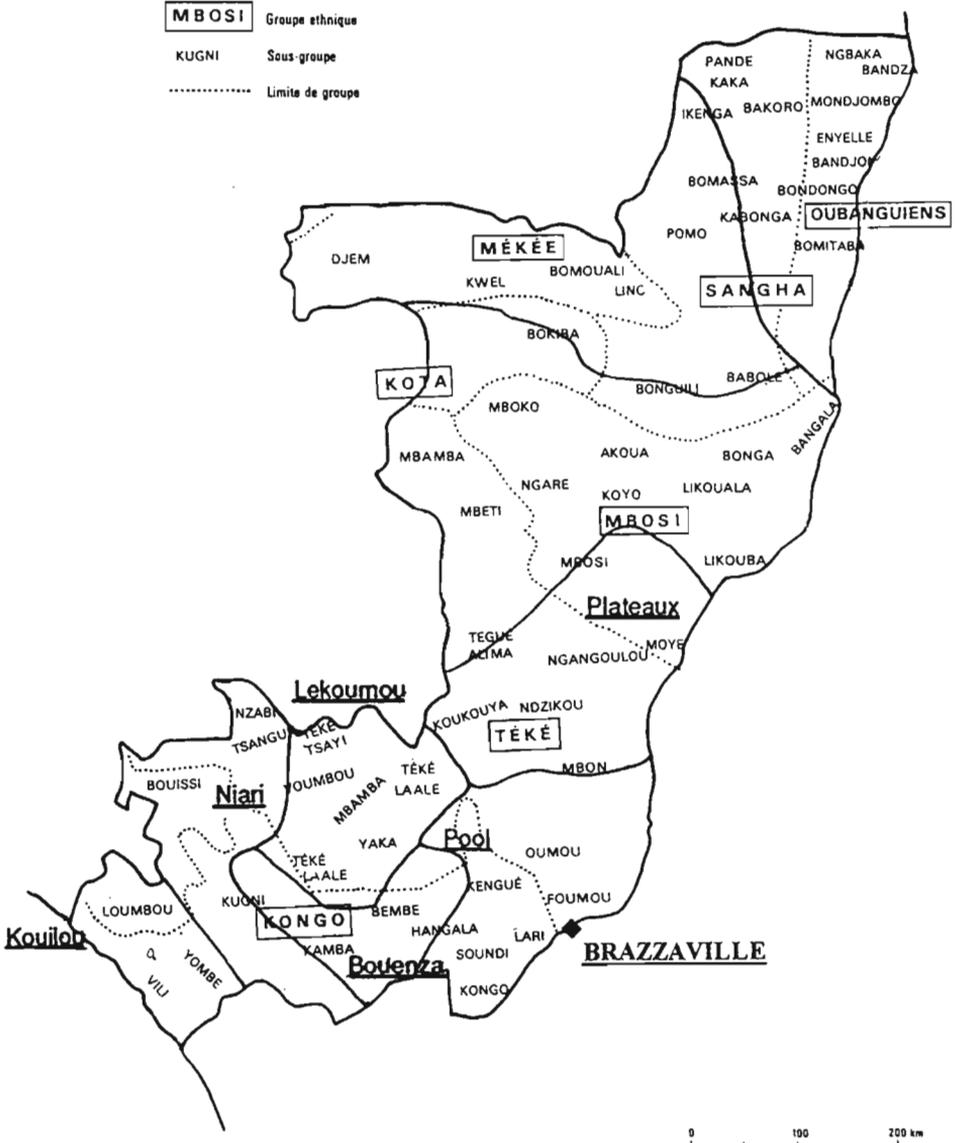
5. ORSTOM, coll. travaux et documents, n° 180.

6. Enquête URBANOR, 1980-ORSTOM/santé-urbanisation, 1986, in : Dorier-Apprill, 1993 (thèse).

CONGO

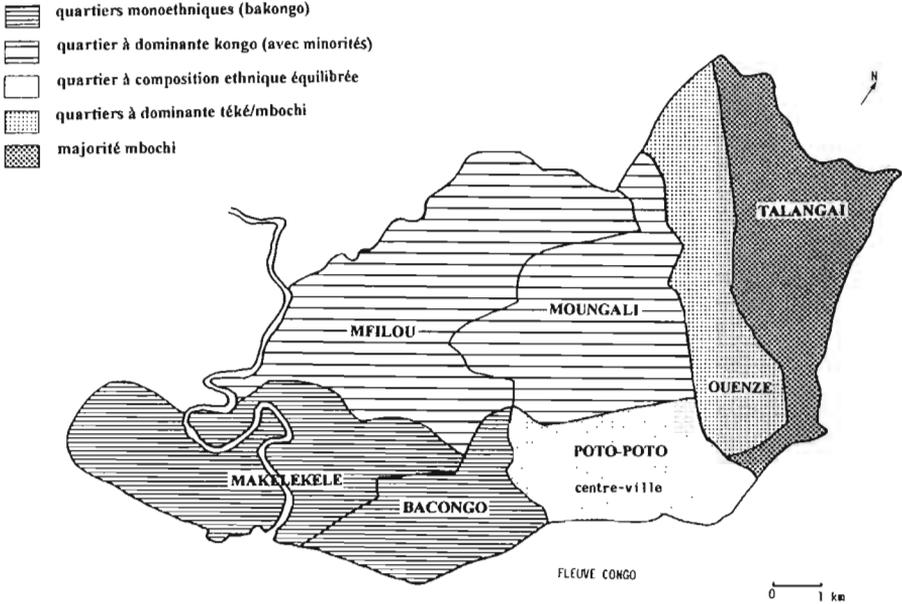
Carte 1. RÉGIONS ADMINISTRATIVES ET GÉOGRAPHIQUES DES ETHNIES

Source : INRAP, Brazzaville, 1976



Carte 2. GÉOGRAPHIE DES ETHNIES A BRAZZAVILLE Répartition des ethnies par arrondissement en 1980

Source : Enquête URBANOR, 1980



Les quartiers nord-est accueillent une proportion élevée de groupes originaires de la moitié nord du pays (Tékés et Mbochis). La dominante Mbochi est particulièrement marquée à Talangai (près de 47 % alors que la moyenne à Brazzaville est de 14 %), surtout sur le front d'urbanisation.

Poto-Poto conserve son caractère très marqué de « quartier d'accueil » de migrants d'origines diverses : toutes les ethnies⁷ congolaises y sont représentées, et la part d'étrangers y est très supérieure à la moyenne.

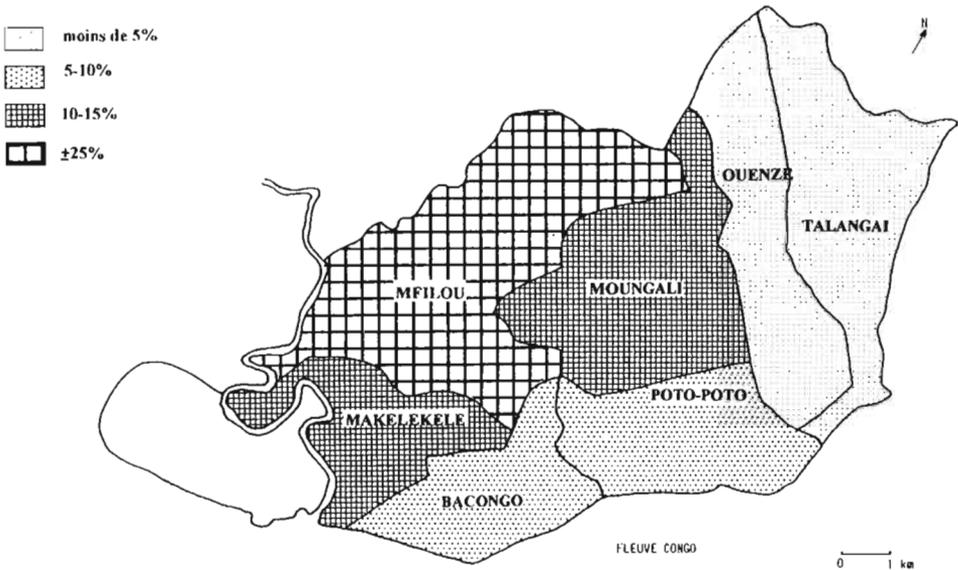
Les étrangers en moins, Ouenze présente aussi une apparente hétérogénéité ethnique qui recouvre, en fait, un zonage spatial assez marqué : la plus grande partie, jouxtant Talangai vers l'est

7. A Brazzaville, le terme d'ethnie est d'usage banal, répandu et admis, tant dans la presse que dans la conversation courante, pour désigner les différences culturelles qui semblent liées à l'origine régionale. Il n'en a pas toujours été ainsi : voir *infra* (p. 266).

Carte 3. LES NIBOLEKS A BRAZZAVILLE EN 1980

Proportion de chefs de ménage originaires du Niari, de la Lekoumou ou de la Bouenza

Source : Enquête URBANOR, 1980, carte E. et C. Apprill



comprend une large majorité Téké et Mbochi. Les Kongo, minoritaires, sont concentrés dans la partie nord-ouest de cet arrondissement, au voisinage de Mougali⁸.

Parmi les Kongo, majoritaires à Mougali, la diversité d'origine géographique est importante, avec la présence supérieure à la moyenne de ressortissants des régions du sud-ouest (Niari, Lekoumou, Bouenza) et du Kouilou.

Les véritables quartiers Kongo se trouvent au sud, le long du fleuve et à Mfilou, et c'est là que se sont déroulés les conflits de ces dernières années, qui sont réputés avoir opposé des Kongo originaires de régions différentes.

Comme le montre la carte n° 3, les quartiers neufs de Mfilou abritent 88 % de Kongo, parmi lesquels beaucoup d'originaires des régions du sud-ouest du pays, (Niari, Lekoumou, Bouenza) surnommées régions « Nibolek » ou « Niboland » depuis les événements de 93-94.

8. Cf. Dorier-Apprill, thèse, 1993.

Au contraire, les vieilles cités de Bacongo et Makélékélé sont à la fois monoethniques et monorégionales, peuplées de Kongo originaires du Pool (les Laris), bien souvent même nés à Brazzaville. Cependant, depuis les années 80, on a observé l'amorce d'une diversification des foyers-origines de migrations vers Bacongo, en provenance de la périphérie du Pool (comme Mouyondzi) et des régions du sud-ouest. Cette évolution, génératrice de minorités régionales au sein du « bastion Lari » n'est peut-être pas étrangère aux violences interethniques qui ont marqué la fin de l'année 1993.

Persistances d'antagonismes identifiés comme ethniques

Cette géographie des ethnies brazzavilloises s'explique bien sûr par la logique des trajets migratoires vers la capitale, mais elle traduit aussi un antagonisme ethno-régional plus large entre *nordistes* et *sudistes* lié à l'histoire politique récente du Congo, auquel s'ajoute une rivalité latente opposant les Laris (dominants à Bakongo) à tous les autres groupes. En quelques années, le sentiment d'identité ethnique est devenu très fort à Brazzaville, même s'il se confond souvent, on le verra, avec des sentiments plus larges d'appartenance régionale confortés par le clientélisme politique.

Ces antagonismes sont antérieurs à la colonisation (guerres autour du royaume kongo, période de la traite des esclaves), mais celle-ci les a avivés, notamment à travers la création urbaine. Devant le refus de coopération des Tékés qui se replient au nord de Brazzaville, les Français s'appuient surtout sur le groupe Bacongo. Le sous-groupe Lari, provenant du sud de la région du Pool, joue particulièrement le rôle de leader après la création de Brazzaville, s'installant massivement dans le sud de la capitale, à Bacongo. Densément quadrillé par les missions catholiques et protestantes et leurs écoles, intensément mis en valeur pour l'approvisionnement de la capitale, le Pool va fournir les éléments les plus instruits et dits « évolués » de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'Indépendance. Pendant ce temps, la moitié nord du pays est nettement délaissée par les grands aménagements coloniaux. Dès cette époque, les « nordistes » moins nombreux à Brazzaville, et qui occupent des postes moins qualifiés (notamment dans l'armée), s'installent à Poto-Poto, puis dans la partie nord-est de la ville (Ouenzé).

L'immigration Téké vers Brazzaville est plus tardive et plus progressive ; ils s'installent dans des quartiers plus récents, qui conserveront longtemps un caractère plus « rural » (Ouenzé et Mougali)⁹.

9. G. Balandier, Sociologie des Brazzavilles noires, chap IV.

Le manque de contact entre « gens du sud » et « gens du nord » est une constante relevée pendant toute la période coloniale à Brazzaville¹⁰ : installation dans deux quartiers distincts, village de Bacongo à forte homogénéité ethnique, village de Poto-Poto regroupant tous les déracinés d'origine lointaine, y compris les étrangers, ainsi qu'une forte proportion de *gens du nord*. Cependant, ce refus réciproque ne se traduit pas par des conflits répétés dans la vie quotidienne, même à Poto-Poto où voisinent Bakongo et Mbochis. L'antagonisme ne s'actualise que lors d'événements politiques exceptionnels : agitation anticoloniale, élections. Ainsi plusieurs incidents, notamment en 1930, puis en 1959, opposent les Bakongo de Brazzaville aux *gens du nord*.

Le dualisme nordistes/sudistes marque ensuite l'alternance politique de la première décennie d'indépendance : après l'épisode Youlou, de la chute de Massambat Débat (1968) jusqu'aux élections libres de 1992, les présidents successifs sont des militaires, et appartiennent aux groupes du nord. Le capitaine Marien Ngouabi, fondateur du Parti Congolais du Travail (assassiné en 1977) est Kouyou, comme le général Joachim Yhombi Opango qui lui succède pendant 2 ans avant d'être destitué pour « corruption et dérive droitière » par le congrès du PCT¹¹. Il est remplacé par le colonel Denis Sassou Nguesso, d'ethnie Mbochi et originaire d'Ohio¹².

De 1968 à 1991, les ressortissants du sud (bien que majoritaires), se sont trouvés évincés de la plupart des postes de responsabilité, notamment dans l'armée¹³. Certaines pratiques de clientélisme politique ont visiblement favorisé la moitié nord du pays, comme la construction d'une voie goudronnée Brazzaville-Ohio dans les années 80, alors que la « Nationale 1 » Brazzaville-Pointe-Noire, axe économique vital du pays, n'est encore qu'une piste en mauvais état.

10. *Id.*

11. PCT : Parti Congolais du Travail, parti unique, marxiste-léniniste.

12. La plupart des hauts cadres de l'armée sont « nordistes ». Jusqu'en 1995, A.Milongo, puis P Lissouba ont dû renoncer à les remplacer. Ils sont toujours fidèles à D. Sassou Nguesso.

13. C'est encore plus vrai pour les Lari (Kongo, habitants du Pool, majoritaires à Brazzaville) : dès la chute de Fulbert Youlou (août 1963) ils sont écartés par le gouvernement de Massambat Debat (pourtant d'ethnie Kongo) dont le premier ministre était Pascal Lissouba.

Dénégation du *tribalisme* et volonté d'unification nationale dans un État marxiste-léniniste

Pourtant, depuis la révolution de 1963 qui instaura un régime marxiste-léniniste, l'État congolais n'a cessé de proclamer des principes unitaires et le refus des *archaïsmes tribaux*, s'appuyant, au besoin, sur des organisations trans-ethniques radicales comme la JMNR (jeunesse de Mouvement national de la révolution)¹⁴ pour neutraliser les forces centrifuges – dites traditionnelles – institutionnalisées pendant la période coloniale (chefferie). Sous le monopartisme du PCT, les mouvements de masse jouèrent également un rôle important dans la l'entreprise de dénégation d'un « tribalisme » considéré comme contraire au marxisme-léninisme officiel¹⁵.

Le découpage administratif ne recoupe pas la répartition ethnique. Les dénominations régionales, fondées sur la géographie physique, sont d'une totale neutralité à cet égard. Le dernier recensement national (1984) occultait d'ailleurs délibérément le sujet : la question ethnique n'a pas été posée (alors qu'elle l'était au recensement de 1974). C'est la raison pour laquelle on ne dispose pas de données d'ensemble postérieures à 1980 pour Brazzaville¹⁶, et à 1974 pour l'ensemble du pays.

La scolarisation de masse réalisée au Congo depuis l'Indépendance allait dans le même sens : l'histoire et la géographie apprises par la jeunesse accordaient peu de place à la notion d'ethnie, exaltant au contraire celle d'ensembles économiques régionaux modernes. Le projet de regroupements administratifs trans-régionaux fondés sur les liens économiques, envisagé à l'époque de Massambat Débat (1964) par P. Lissouba, alors premier ministre, et repris à son compte par le dernier Plan quinquennal, en constitue l'exemple le plus révélateur : 4 grands ensembles étaient alors prévus : Kouilou, ensemble Pool-Plateaux, Cuvette-Nord et « Grand Niari ».

14. Cf P. Bonnafé, Une classe d'âge politique, la JMNR de la République du Congo-Brazzaville, *Cahiers d'études africaines*, 8-3, 1968 : 327-368.

15. Même si beaucoup de leurs manifestations étaient agrémentées de danses réalisées par des associations dites « folkloriques »...

16. En 1986, lors de nos propres études dans les quartiers populaires de l'Est, la question posée aux chefs de ménages concerne la « langue » parlée, ce qui permet d'obtenir l'information sans prononcer le mot honni par l'administration.

Les changements liés au multipartisme : débat politique et « tribalisme »

La nécessité de constituer des majorités dans le cadre du multipartisme pousse certains hommes politiques à recomposer la population citadine en clientèles familiales, ethniques et régionales.

La Conférence nationale de 1991 et les élections libres consacrent d'abord le « retour des sudistes », tout simplement parce que, majoritaires dans le pays et surtout à Brazzaville, ils étaient préparés à l'alternance par des années d'opposition clandestine, dont le foyer était Bacongo.

A Brazzaville, le quartier Lari de Bacongo représentait le bastion de l'opposition au régime du PCT¹⁷ à la fin des années 80 : réunions clandestines, discussions, contestation, projets politiques alternatifs s'y échafaudaient presque à découvert¹⁸ (à la faveur d'un relâchement du contrôle politique). C'est donc tout naturellement que le groupe Kongo¹⁹ a dominé les débats de la conférence nationale, et a occupé les principaux postes de responsabilité lors de la période de transition, sous la direction d'A. Milongo.

Lors de l'officialisation du multipartisme en 1990, 70 partis se constituent. Certains ont une évidente résonance ethniciste (*Front de libération Batéké*), mais ils sont minoritaires : au contraire, même pour les partis ayant les bases régionales les plus circonscrites, les dénominations constituent autant d'appels à l'unité nationale. Citons le MCDDI (mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral)²⁰ ou l'UPADS (union panafricaine pour la démocratie sociale)²¹, ou encore le RPDS (Rassemblement pour la démocratie et le progrès social)²², sans oublier le PCT (ex parti unique). Ces 4 partis ont pourtant une implantation ethno-régionale très marquée, et connue de toute la population. Dans le même esprit, les discours de campagne élec-

17. PCT : Parti Congolais du Travail, ex-parti unique, marxiste-léniniste.

18. Animés par de « vieux » opposants, souvent anciens « Youlistes » ou membres des JMNR.

19. Au sens large. Des postes importants (finances, douanes, aéroport) étaient déjà occupés par des originaires de la Bouenza.

20. Créé par Bernard Kolelas, réunissant plusieurs groupes d'anciens opposants clandestins au PCT, en majorité laris. B. Kolelas est actuellement maire de Brazzaville.

21. Parti de l'actuel président Pascal Lissouba, ex-premier ministre de 1963 à 65 sous la présidence de Massambat Debat puis contraint à l'exil.

22. De Jean-Pierre Thystère Tchikaya, vili originaire du Kouilou et actuel maire de Pointe-Noire.

torale (8 sessions électorales en 1992 !) sont demeurés d'une grande prudence. Tous les candidats proclament leur unitarisme, leur souci de rétablir la démocratie et le développement... mais tous dénoncent le « tribalisme » du camp adverse²³.

Chacun, cependant, interprète les antagonismes politiques selon la grille de l'ethnicité²⁴. Les notions de *tribalisme* et d'*ethnocentrisme* sont constamment présentes dans les débats. Elles consistent « à voir partout, dans tout conflit, dans toute prétention concurrente, la figure de l'ethnie ou de la région »²⁵. On reproche par exemple à Pascal Lissouba (candidat de l'UPADS, élu président de la république en 1992), de s'entourer de Bembé – ceux qui dirigeaient les JMNR à l'époque de Massambat Debat.

L'évidence du clientélisme régional demeure un puissant ressort d'affiliation partisane, comme le montre la géographie des résultat électoraux des élections de 1992²⁶.

UNE GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE RÉVÉLATRICE

La géographie des suffrages à l'élection présidentielle de 1992²⁷ fait paraître 3 *grands pôles régionaux*. la Cuvette et les régions mbochi sont les fiefs de l'ex parti unique et de son candidat l'ancien président D. Sassou Nguesso (mbochi) ; le Pool, autour de Brazzaville, où le MCDDI de B. Kolelas²⁸ obtient presque 2/3 des voix ; les régions du Niari, Bouenza et Lekoumou (surnommées pays Nibolek), au sud-ouest, où P. Lissouba²⁹ dépasse 80 % des suffrages. L'élection finale de P. Lissouba au second tour tient à une alliance avec le PCT³⁰.

Pour comprendre les événements qui ont agité la capitale, il faut noter que Pascal Lissouba, le Président de la République, n'est pas l'élu de Brazzaville. Il n'y a remporté que 17 % des suf-

23. Cf. F. Weisman, Élection présidentielle de 1992 au Congo, études et recherches du CEAN XXIII, IEP Bordeaux, 1993.

24. P. Quantin, Congo : décomposition d'une libéralisation, in : Afrique politique 1994 : 167-190, éd. CEAN.

25. H. Ossebi, 1988.

26. Locales, législatives, sénatoriales, présidentielles.

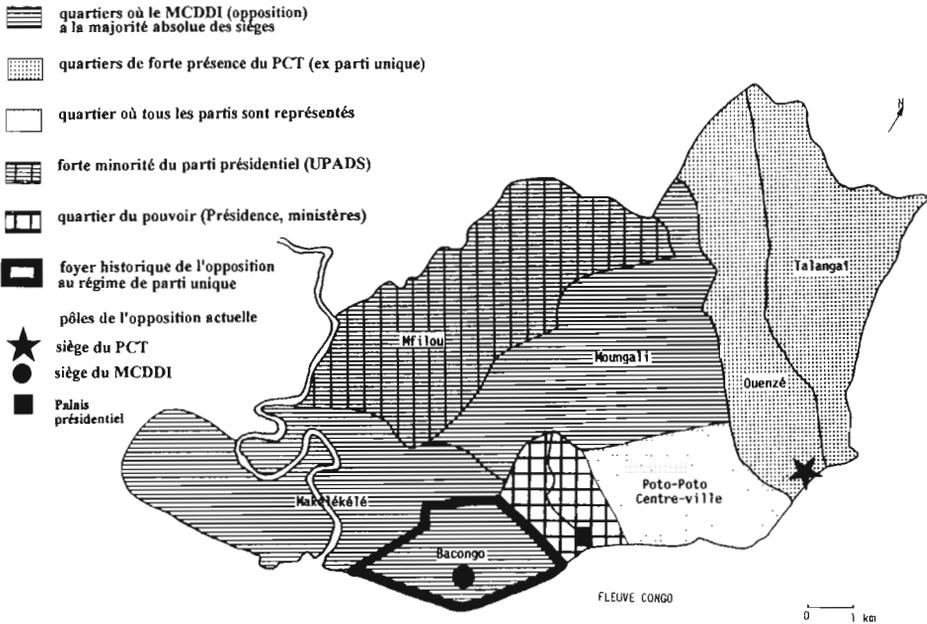
27. Source : Fabrice Weissman, *op. cit.*

28. MCCDI Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral ; candidat : Bernard Kolelas.

29. UPADS : Union panafricaine pour la démocratie sociale ; candidat : Pascal Lissouba.

30. D. Sassou Nguesso craignait que le concurrent de P. Lissouba au second tour (B. Kolelas), soutenu par les habitants du Pool, et par les Brazzavillois n'engageât des actions judiciaires contre les dignitaires du PCT s'il était élu.

Carte 4. LE PAYSAGE POLITIQUE BRAZZAVILLOIS depuis les élections locales de 1992



frages au 1^{er} tour, et n'avait d'ailleurs mené une campagne active qu'à Mfilou où se concentrent ses partisans *Niboleks*³¹. La géographie contrastée des origines régionales à Brazzaville se traduit par des résultats électoraux contrastés, déjà visibles aux élections locales de mai 1992 (carte n° 4).

Celles-ci avaient entraîné un raz-de-marée du MCDDI, fortement majoritaire dans les arrondissements sudistes, en particulier Baongo et Makélékélé. Le parti présidentiel, en revanche, n'avait remporté que quelques sièges, et uniquement dans les quartiers où réside une forte proportion de *Niboleks*. Représenté dans tous les arrondissements, le MCDDI n'est vraiment minoritaire qu'à Talangai, quartier « nordiste », et à Poto-Poto, dont la diversité ethno-régionale entraîne une représentation électorale équilibrée entre 8 partis politiques !

On conçoit la déconvenue des Laris qui, après avoir dominé la conférence nationale, et remporté ces élections locales dans la

31. Au 2^e tour, une campagne plus large, soutenue par l'AND (alliance national pour la démocratie, composée, entre autres, du PCT, fut conduite dans la plupart des quartiers.

capitale, se voient écartés du pouvoir central par l'habileté politique de Pascal Lissouba, et surtout par l'alliance qualifiée de « contre nature » entre Lissouba et le PCT. Cette déception, aiguïlée par des soupçons de fraude électorale à l'encontre du parti présidentiel lors des élections législatives de 1993, s'est cristallisée à Bacongo, foyer historique de l'opposition au monopartisme, et bastion des « poolistes » de Brazzaville. En 1993, Bacongo et Makélékélé vont concentrer l'agitation hostile au gouvernement de Pascal Lissouba.

Fondements géopolitiques de la puissance des deux grands partis « sudistes »

La puissance du MCDDI lui vient d'être majoritaire dans la région de Brazzaville, de contrôler ses routes d'accès, en particulier le couloir Brazzaville-Pointe Noire. Mais il est très peu représenté hors du Pool, et du bloc que constituent Bacongo et Makélékélé.

Bacongo, quartier lari, quartier du MCDDI

Partagé après la Conférence nationale entre deux prétendants, A. Milongo et B. Kolelas, Bacongo a fait bloc, depuis 1993, autour de Bernard Kolelas. Ce dernier réside dans le quartier, à côté du siège de son parti le MCDDI. Il est devenu, en 1994, maire de la capitale.

La cohésion sociale de Bacongo est bien connue. Les Laris, massivement installés dans l'arrondissement ont l'avantage du nombre mais aussi celui du moindre éloignement par rapport à la région d'origine, qui leur permet de maintenir de forts liens lignagers et de perpétuer des relations étroites avec le village. Dans les années cinquante, G. Balandier, décrivant cette cohésion entretenue par la vie citadine y perçoit une « *tendance unitaire et exclusive* » des Laris, qui « *forment un sous-groupe assez fermé vis à vis des autres* »³². A l'époque, l'autorité coloniale s'inquiète aussi du développement, chez les Laris, de mouvements religieux prophétiques et messianiques (kimbanguisme et matsouanisme) qui renforcent leur sentiment d'unité, et comportent une dimension contestataire.

A Brazzaville, l'ostracisme et le « sentiment de supériorité » (réel ou supposé) des habitants de Bacongo est légendaire, et l'on critique – ou bien l'on envie – le caractère de « grand village » de ce quartier enraciné où l'anonymat est impossible.

32. Balandier G., *op. cit.*, p. 119.

Avec son prolongement à Makélékélé, Baongo bénéficie aussi d'une situation privilégiée – et même stratégique – en bordure de la corniche du fleuve, ouverte en direction de la route du sud, encadrant l'unique sortie routière de Brazzaville vers Pointe-Noire, et contrôlant l'unique pont sur le Djoué. Géographiquement, Baongo est également proche de la zone des Ministères. On y trouve des secteurs de haut niveau résidentiel, comme la Glacière au bord du ravin du même nom et Mpissa, le long de la Corniche, où est située la « Case de Gaulle », résidence de l'Ambassadeur de France.

C'est un vieux quartier populaire, mais c'est aussi le quartier des « sapeurs », de l'élégance « parisienne », des bars « décontractés » à la mode (vite démodés) fréquentés par le tout Brazzaville congolais et expatrié (La Main bleue, au bord du fleuve est l'un des plus fameux) et le repère des intellectuels : bref, le centre d'une « urbanité » qui se veut plus raffinée que dans tout le reste de la ville.

D'ailleurs, Baongo présente depuis longtemps un fonds citadin stabilisé plus important que les autres quartiers : en 1955, 36,5 % de ses habitants étaient alors nés à Brazzaville. Ils étaient 59 % en 1984, toujours plus que la moyenne de la capitale.

La situation stratégique du quartier dans la ville ainsi que sa forte cohésion culturelle expliquent la cristallisation du conflit politique de 1993 autour de Baongo.

L'UPADS, dans le pays « Nibolek » et à Mfilou

Le bastion de la mouvance présidentielle, c'est le « pays Nibolek » (ou « Niboland »). A Brazzaville, ce sont les quartiers de Mfilou où résident 1/4 de ressortissants de ces régions. Le terme d'ethnie est évidemment impropre pour définir les *Nibolek*. Le « pays nibolek » n'a jamais constitué une réalité culturelle. Bien que le terme revête une consonance « ethnicisante », il s'agit d'une identité régionale récemment inventée.

Ce néologisme provient d'un moyen mnémotechnique employé à l'école. Le manuel officiel de géographie divise le Congo en grands ensembles économiques régionaux, parmi lesquels les « pays du Niari » : Niari, Bouenza, Lekoumou, où l'électorat s'est massivement mobilisé en faveur du parti présidentiel (l'UPADS). Lors de la campagne présidentielle, le sobriquet de *Nibolek* se banalise pour désigner à la fois les habitants de ces régions, et les partisans de Pascal Lissouba. Ce terme remporte finalement un véritable succès médiatique, et fonctionne comme un pourvoyeur d'identité commune, selon une logique ethniciste, à la multitude de groupes de la région. L'instrumentalisation de

cette nouvelle catégorie *Nibolek* est exemplaire de l'ambiguïté délibérément entretenue entre la notion d'ethnie et celle d'appartenance régionale.

Niari et Bouenza sont deux régions prospères, densément peuplées, à mi-chemin entre Brazzaville et Pointe-Noire, stimulées par les deux seules voies de chemin de fer du pays. Elles forment une solide entité géographique et économique et le « centre nerveux du Congo rural ». Située entre les deux, la Lekoumou est économiquement plus défavorisée, et surtout plus marginale, partiellement peuplée de Tékés, et susceptible d'entrer dans la zone d'influence du PCT. Il est donc d'autant plus habile de lui proposer le projet d'une solidarité d'identité et de destin *nibolek*. Cet ensemble trans-régional constitue une remarquable base électorale, car il est divisé en un grand nombre de districts ruraux, qui, selon la loi électorale, forment autant de circonscriptions électorales aux élections législatives³³.

Dans ce « grand Niari », la stratégie électorale doit cependant composer avec une très forte hétérogénéité ethnique (à dominante Kongo, Téké, Mbéti, mais incluant de nombreuses minorités – voir carte n° 1). La référence à l'espace régional, plus neutre et plus fédératrice que l'appel à la communauté ethnique était donc habile, mais surtout indispensable pour le candidat Lisouba. Ce dernier appartenant, contrairement à son rival Kolelas, à une ethnie très minoritaire (Nzabi, implantée à la frontière gabonaise), il est hors de question pour lui de s'appuyer sur une base électorale ethnique ; il doit fédérer. D'autre part, s'il veut honorer son image d'intellectuel de progrès, le « Professeur » Lisouba doit incarner la modernité régionale, plutôt que l'archaïsme tribal.

Revendiquée par les intéressés, la dénomination de *Nibolek* affirme en tous cas l'identité des Pays du Niari tout en la colorant d'une pseudo-ethnicité qui lui confère une sorte de légitimité³⁴. Pour désigner les Pays du Niari, on parle même aujourd'hui de « Niboland ».

La puissance du parti présidentiel (et la raison de ses succès électoraux) n'est pas seulement liée à la puissance *Nibolek*, mais

33. Selon la récente loi électorale (1995), tous les PCT et districts ruraux de 1 à 15 000 habitants accèdent au statut de circonscription électorale. En ville, chaque circonscription doit comprendre jusqu'à 30 000 personnes. Cette loi conduit donc à minorer le poids des villes, dans un pays marqué par un fort taux d'urbanisation (source R. Ziavoula, article à paraître).

34. Aux élections législatives, cependant, tous les candidats de l'UPADS dans le « niboland » étaient natifs ou originaires de la circonscription où ils se présentaient ; l'« identité *nibolek* » est surtout une façade !

également aux alliances politiques et à l'électorat que Pascal Lissouba a su se ménager dans d'autres régions du pays (Sangha). Cependant, à Brazzaville, Lissouba se trouve coupé de cette base électorale.

Mfilou, seul arrondissement où l'électorat présidentiel est significatif, est aussi le plus pauvre et le plus enclavé de tous. Même si, par les hasards des découpages administratifs, l'arrondissement tardivement rattaché à la capitale, inclut quelques lotissements cossus (proches de l'aéroport), il reste en majeure partie composé de quartiers récents implantés sur les collines périphériques, éloignés, mal équipés, mal desservis par le réseau routier. L'aspect général est plutôt riant, aéré, très verdoyant à proximité des cours d'eau, mais la plus grande partie de la population a un niveau de vie inférieur à la moyenne, et les perspectives d'emploi y sont difficiles. La croissance démographique et l'immigration y sont actuellement les plus fortes de la ville. Les parents s'y installent pour accéder à la propriété à moindre coût, les jeunes s'y morfondent, et ne se sentent peut-être pas toujours aussi « brazzavillois » que les jeunes de Baongo.

Ainsi, bien d'autres traits que l'origine régionale de leurs habitants opposent Baongo et Mfilou !

GÉOGRAPHIE DES CONFLITS DE 1993-1994 A BRAZZAVILLE

1993-1994 : l'année qui suit les élections est *une année de crise violente* marquée par plusieurs épisodes centrés autour de ces deux quartiers. Le *soulèvement de Baongo* (juin 1993), la brutale répression de l'armée dans les quartiers sud (novembre 1993), la *guerre des milices* ponctuée de violences interethniques à Mfilou (décembre 1993-février 1994) en sont les moments forts. Ces violences aboutissent au fractionnement de la capitale en zones d'influences partisans contrôlées par ces milices.

Juin-juillet 1993 (carte 5)

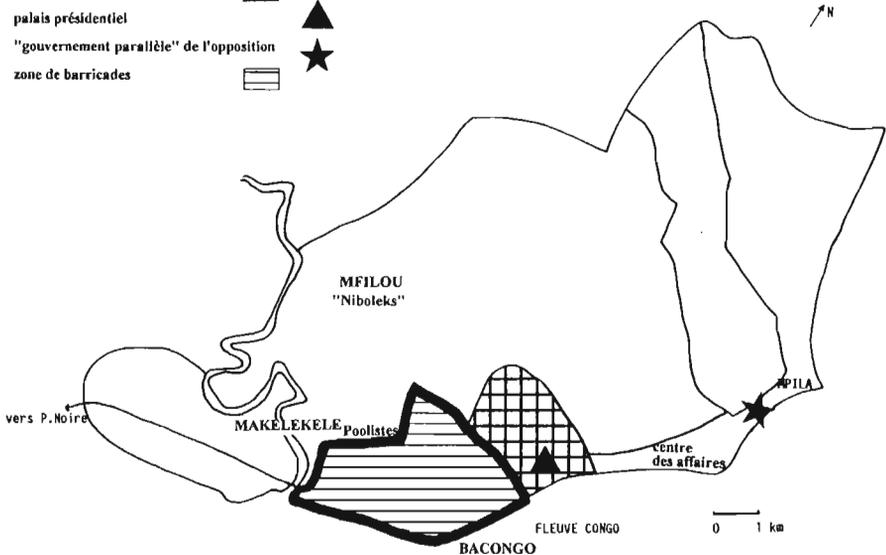
A la suite d'un renversement d'alliance, une coalition de l'opposition (regroupant notamment le PCT et le MCDDI), censure le gouvernement (octobre 92). Pascal Lissouba ordonne la dissolution de l'assemblée, et la manifestation de protestation partie de Baongo vers la Présidence est accueillie par des tirs militaires qui provoquent 3 morts. Les résultats des élections législatives anticipées qui s'ensuivent (juin) sont contestés par l'opposition

Carte 5. LES VIOLENCES DE 1993/1994 A BRAZZAVILLE

Carte : E. Dorier-Apprill

juin 1993 : foyers d'action politique à Brazzaville

- quartier du pouvoir (ministères) 
- palais présidentiel 
- "gouvernement parallèle" de l'opposition 
- zone de barricades 



qui boycotte le deuxième tour et menace d'appeler la population à la désobéissance civile s'ils ne sont pas annulés. De fait, au lendemain de la proclamation des résultats favorables à la « mouvance présidentielle », des militants du MCDDI « bouclent » Baongo. Les abords de Baongo et Makélékélé se couvrent de barricades interdisant le passage vers la sortie sud de Brazzaville. L'activité de Brazzaville est vite paralysée. Le MCDDI a armé une milice, surtout composée de jeunes gens surnommés les « Ninjas », qui contrôlent les accès du quartier, où ils prennent violemment à parti les partisans supposés de la mouvance présidentielle, en particulier les *Nibolek*. Pendant 3 jours, ils assiègent et pillent la présidence de l'Église Évangélique du Congo, accusée de soutenir le parti présidentiel³⁵

L'opposition se réunit à Mpila et met en place un « gouvernement parallèle ». Comme le montre la carte n° 5, le pouvoir se trouve alors en position géographiquement délicate : le quartier

35. Menacé de mort à plusieurs reprises, le Pasteur Mbama, actuel président de l'EEC, est parvenu à s'enfuir de Baongo. Aujourd'hui encore, l'EEC ne peut rétablir son siège à Baongo, et a dû s'installer à proximité du Palais Présidentiel, dans le quartier du Plateau.

des ministères et le centre des affaires sont enserrés entre Mpila et Bacongo. Une solution rapide s'impose.

Le mouvement des barricades s'étend à l'intérieur du pays. A Kinkala (Pool) les partisans de l'opposition prolongent l'action menée à Bacongo en bloquant la Route N1. En réaction, les partisans de la mouvance présidentielle bloquent le trafic ferroviaire à Loudima et Nkayes. Dans les pays du Niari, des violences à l'encontre de fonctionnaires laris font plusieurs dizaines de victimes. Après négociation, des accords signés à Libreville (août 93) permettent un retour temporaire au calme³⁶. Dans les mois qui suivent, cependant, chaque parti entreprend de recruter et armer ses propres miliciens : *Ninjas* du MCDDI, *Cobras* du PCT, *Réserve Ministérielle* autour du gouvernement (garde paramilitaire semi-officielle, formée à Aubeville ; d'où leur surnom d'*Aubevillois*).

Novembre-décembre 1993 (carte 6)

En novembre 1993, à la suite de plusieurs incidents opposant des miliciens *Ninjas* à des militaires (vol de munitions) et de la création non autorisée d'une radio de l'opposition à Bacongo (radio Alliance), l'armée intervient violemment en encerclant le quartier, ainsi que Mpila, où siégeait le « gouvernement parallèle de l'opposition ».

A Bacongo et Makélékélé assiégés, l'armée tire à l'arme lourde. On dénombre officiellement une quarantaine de morts. Le siège de Radio Alliance et du MCDDI sont endommagés, ainsi que le domicile de B. Kolelas et de nombreux logements voisins.

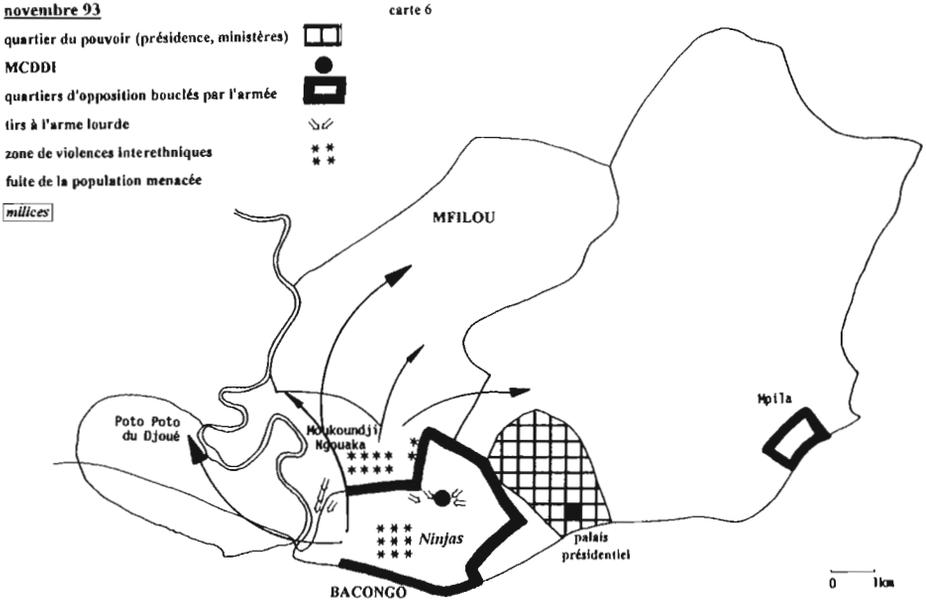
Le leader du MCDDI demeurera caché plusieurs semaines, tout en continuant à diriger sa milice, et à contrôler le « *Beach-bis* ». Cet embarcadère illégal sur le fleuve, situé à proximité d'un haut lieu de la vie nocturne du quartier, le bar-dancing « la Main Bleue », permet aux pirogues zairoises d'approvisionner Bacongo malgré le blocus militaire.

Des milliers d'habitants fuient le quartier, se réfugiant à Kinsoundi, à Mfilou, puis sur la rive droite du Djoué. La brutalité de l'intervention militaire suscite un resserrement des habitants autour de la personnalité de B. Kolelas, et de l'identité Lari. Une proportion non négligeable d'habitants de Bacongo, originaires des pays du Niari, suspectés de connivence avec l'armée sont alors obligés de fuir sous la pression des violences *ninjas*, qui s'aggravent avec le retrait partiel de l'armée fin novembre. Nombre de leurs maisons sont pillées.

36. Examen des recours du premier tour par une commission indépendante, annulation du second tour.

Carte 6.

Carte : E. Dorier-Apprill



Ainsi se reconstitue l'unité d'origine régionale du quartier, tandis que la coloration « *nibolek* » de Mfilou s'accroît. Les « *Niboleks* » de Bacongo rejoignent, lorsqu'ils le peuvent, des parents résidant à Mfilou. Certains commentateurs étrangers et nationaux (AFP, presse brazzavilloise, Églises), n'hésitent pas à employer le terme d'épuration ethnique à propos de Bacongo, version contestée par les sympathisants de l'opposition, et en général par les Laris qui s'estiment en situation de légitime défense.

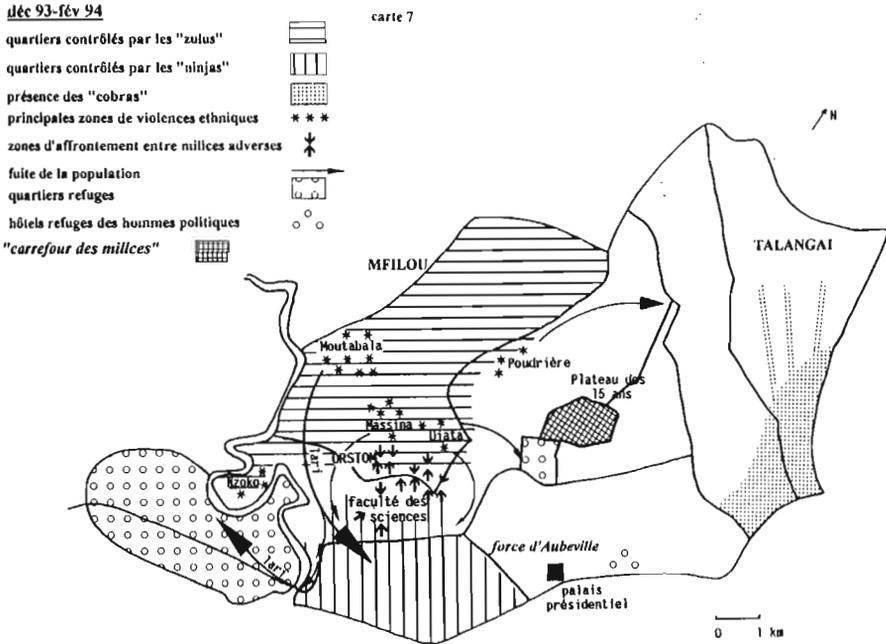
Décembre 1993-février 1994 (carte 7)

Les troubles se déplacent alors à Mfilou. Ce vaste arrondissement avait jusqu'alors été préservé, les chefs de quartier de toutes tendances y ayant conclu une entente pour éviter les troubles. Des Laris de Bacongo s'y étaient même réfugiés, pensant échapper aux tirs de l'armée dans ce quartier réputé proche de la mouvance présidentielle.

C'est pourtant dans cette partie de la ville que vont se dérouler les pires violences, avec l'entrée en scène d'une nouvelle milice armée par le parti présidentiel, composée de jeunes en partie recrutés hors de Brazzaville et assez mal contrôlés : les *Zulus*. La

Carte 7.

Source : AFP, la Semaine Africaine
Carte : E. Dorier-Apprill



mouvance présidentielle et l'opposition se rejettent mutuellement la responsabilité du déchaînement de violences et de pillages à l'encontre des Laris de Mfilou : au moins 80 personnes massacrées, de nombreuses maisons de ressortissants du Pool incendiées, plusieurs personnes brûlées vives, sans que l'armée interviene. Ces événements provoquent un exode des Laris qui vivaient à Mfilou vers les quartiers voisins. Mfilou se transforme en « camp retranché » de la mouvance présidentielle, en butte à des tentatives d'incursion *ninja* venant de Bacongo et Makélékélé. Pour les prévenir, les miliciens *zulus* (qui s'intitulent pompeusement : « Forces Armées Niboleks »-FAN) patrouillent jour et nuit.

De nombreuses escarmouches et de véritables batailles rangées opposent *Zulus* et *Ninjas*, notamment dans les quartiers intermédiaires (Moukoundji Nguouaka) et le long de la route de Gasconne, qui matérialise la limite entre Makélékélé et Mfilou. Le centre ORSTOM et la Faculté des sciences qui se trouvent dans ce périmètre ont été entièrement pillés lors de l'un de ces affrontements.

En raison de l'insécurité qui subsiste encore aujourd'hui dans certains secteurs (où des miliciens incontrôlés de tous bords se

livrent au brigandage pur et simple) il est difficile d'établir un bilan précis des victimes et dégâts de cette période. On évalue entre 100 et 200 000 les personnes déplacées entre novembre et février, dans un gigantesque chassé-croisé en direction des « quartiers refuges » des deux bords³⁷.

L'EXPLICATION ETHNIQUE

L'explication ethnique est mise en avant par tous les protagonistes (hommes politiques, leaders de partis, jeunes miliciens, habitants des quartiers). Or les violences ne se sont pas déroulées entre groupes ethniques bien différenciés, ou entre « nordistes » et « sudistes », comme on aurait pu logiquement le redouter, mais à l'intérieur des quartiers sud, tous en majorité peuplés de Kongo (y compris Mfilou).

Faut-il conclure en une « implosion » du groupe Kongo, causée par la « résurgence » d'antagonismes anciens, qui auraient été occultés par la période de monopartisme ? Les divisions ethniques ou même ethno-régionales sont-elles au fond la raison d'être de ces affrontements ? Les raisons avancées par les acteurs ne sont peut-être pas les véritables.

Par simplification, tous les « sudistes » se sont longtemps définis comme « Kongo » dans une capitale où toutes les ethnies du pays sont représentées, par opposition aux « nordistes » qui étaient en position politiquement dominante. Mais depuis des siècles « le » groupe kongo (au sens large) n'a pas constitué une entité culturellement et politiquement homogène. A Brazzaville, la problématique actuelle serait dominée par l'antagonisme qui oppose une partie du groupe Kongo (notamment les Laris, originaires du Pool) et les originaires des pays du Niari, (en majorité aussi Kongo, mais identifiés comme « *Niboleks* ») et notamment les Bembé.

Il est sans doute possible, en fouillant dans l'histoire des sociétés Kongo à l'époque coloniale et dans les décennies suivant l'indépendance (époque Massambat Débat) d'identifier des sources de ressentiment. Ce n'est pas ici notre propos. Observons simplement que, de mémoire de Brazzavillois, aucun conflit ouvert

37. Selon Mélanie Ibouritso, Ministre délégué auprès du Ministère de la santé, chargé des affaires sociales et des personnes sinistrées, une enquête de mai 95 évalue le nombre de victimes à 2 000 morts, 13 000 maisons et édifices endommagés, 300 000 personnes déplacées. Ce dernier chiffre paraît excessif, confronté au peuplement initial des quartiers concernés.

n'avait auparavant déchiré ces ressortissants « sudistes » : Mfilou abritait, en 1980, plus de 60 % d'originaires du Pool, depuis 1979 Bacongo accueillait une proportion croissante de migrants « Niboleks », sans qu'aucune intolérance ethnique ne se déclare... et pour cause, à cette époque, l'origine Nibolek n'était pas perçue comme une catégorie identitaire.

Dans la sphère des élites, les solidarités politiques, mais aussi amicales, religieuses ou spirituelles ont souvent prévalu. Au cœur même des violences de 1993-1994, d'assez nombreuses familles résidant dans les quartiers rivaux ont pu déménager à temps grâce à des informations communiquées par le parti adverse, ou échanger leurs domiciles afin de soustraire leurs villas à la vindicte et aux pillages des milices partisans : Laris du quartier Diata s'installant dans une villa *Nibolek* de Poto Poto du Djoué par exemple. Ces échanges n'ont pas toujours très bien fonctionné (le voisinage les a parfois entravés), mais le pragmatisme de la démarche prouve que les prétendus antagonismes « ethniques » étaient encore loin de guider la vie sociale brazzavilloise.

Les multiples renversements d'alliances prouvent que dans leur stratégie de conquête du pouvoir, le pragmatisme des hommes politiques l'emporte systématiquement sur de prétendus antagonismes ethniques.

Quelques rappels : Pascal Lissouba, d'ethnie minoritaire *Nzabi*, candidat favori des régions du sud-ouest du pays (peuplées de *Kongo* et de *Téké*) a été élu Président de la république au second tour grâce à une alliance avec les *nordistes* du PCT, menés par D. Sassou Nguesso, qui est *Mbochi* ³⁸ ! Ceux-ci, peu de temps après l'élection ont formé contre le gouvernement une coalition de l'opposition avec plusieurs partis d'électorat *lari* (MCDDI) ou *vili* (RPDS) ³⁹. Et si la crise de 1993-1994 s'est actuellement apaisée, c'est grâce à une réconciliation opportune des sudistes, Bernard Kolelas, leader de Bacongo, ayant été élu maire de Brazzaville avec les voix du parti présidentiel. Quant à Denis Sassou Nguesso, qui a formé une nouvelle coalition de l'opposition (les FDU ⁴⁰), il a certes longtemps incarné les intérêts des *nordistes*, mais en tant qu'ex-président, il représente pour beaucoup de Congolais l'époque bénie de la prospérité économique. Tant et si

38. D. Sassou Nguesso craignait que le concurrent de P.Lissouba au second tour (B.Kolelas), soutenu par les habitants du Pool, et par les brazzavillois n'engage des actions judiciaires contre les dignitaires du PCT s'il était élu.

39. Cette coalition a aujourd'hui éclaté, et l'histoire des alliances politiques réserve sans doute encore des surprises...

40. Forces démocratiques unies.

bien que même parmi les Laris, certains l'envisagent comme recours à la tête du pays lors des prochaines élections présidentielles (1997).

Pourtant, ces mêmes hommes politiques ont dangereusement stimulé la grille populaire d'interprétation ethno-régionaliste. Non pas dans leur discours, qui fait toujours appel à l'union nationale, mais de facto, en éveillant un sentiment d'appartenance sur le mode ethnique dans leur électorat régional, en centrant leur campagne électorale dans les régions et les quartiers qui leur étaient déjà acquis, et plus tard, en armant les milices recrutées exclusivement parmi des jeunes de leur quartier, parfois de leur région d'origine (de nombreux *Zulus* sont d'origine rurale, ce qui expliquerait leurs agissements irresponsables et incontrôlables à Brazzaville...). C'est bien l'enjeu politique qui exacerbe et même *instrumentalise*⁴¹ le sentiment ethnique parmi les fractions populaires les plus manipulables de la population.

Territorialisation violente et fantasmée des quartiers brazzavillois (carte n° 8)

Au cours de l'année 1994, les positions de chaque parti se consolident sur la base des zones d'influence ainsi définies : FAN à Mfilou (rebaptisé : *Beyrouth* par les miliciens *zulus*), *Ninjas* à Bacongo, rebaptisé *Sarajevo* par ces mêmes *zulus* qui font allusion à l'« épuration ethnique » dont ils accusent les laris (rebaptisés les « *Tchèques* »). De leur côté, les *Cobras* établissent leur contrôle sur Mpila (où ils « protègent » la résidence de D. Sassou Nguesso), Talangai, et quadrillent sporadiquement Ouenzé, se ravitaillant parfois (de manière expéditive) à Poto Poto. Le quartier des ministères et la présidence sont officiellement protégés par les « *Aubevillois* ». Un seul quartier voit se croiser des miliciens de toutes tendances : c'est le Plateau des 15 ans, situé à l'ouest de Mougali. En effet de nombreux hommes politiques de tous bords résident dans sa partie la plus cossue, sous la protection de leurs miliciens respectifs : *zulus*, *ninjas*, *cobras* et même *requins*⁴² s'y côtoient donc au rythme de salves périodiques (cf cartes 7 et 8)⁴³.

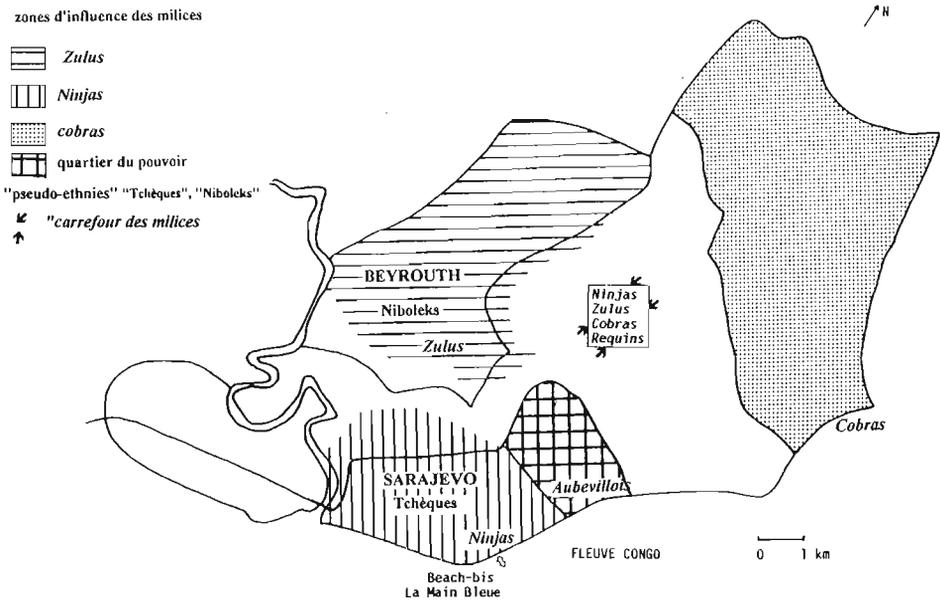
La ville se retrouve donc aujourd'hui fragmentée en territoires jalousement contrôlés. Deux ans après les « événements », la peur et la rumeur, plus que les armes et les violences, contribuent toujours à limiter les déplacements inter-quartiers, surtout la nuit.

41. Cf. analyses de Fabrice Weissman (1993) et Patrick Quantin (1994).

42. Milice du RPDS de Thystère tchikaya, actuel maire de Pointe-Noire.

43. Source : R. Ziavoula, ENAM, Université Marien Ngouabi.

Carte 8. 1994-1995 TOPONYMIE FANTASMATIQUE DES « TERRITOIRES BRAZZAVILLOIS »



Tout Brazzaville prétend que l'« étranger » à Baongo est immédiatement identifié et filé dans ses moindres déplacements. Des *Ninjas* en armes contrôlent encore tous les accès à l'embarcadère clandestin de la « Main bleue », également surnommé « Beach-bi » ou « Beach de Kolelas »⁴⁴, et seule une clientèle lari ose encore fréquenter le fameux dancing ! L'importation « parallèle » de produits venant du Zaïre (vêtements, tissus notamment) alimente les marchés de Baongo, et sans doute les caisses du MCDDI, dont le président est aussi le maire de Brazzaville ! Symétriquement, aucun Lari n'oserait s'aventurer à Mfilou (« de l'autre côté des rails »), ou à Diata. Cela n'empêche pas les habitants de ces quartiers de clamer que le calme y est revenu.

La toponymie fantasmagorique créée par les jeunes miliciens pour décrire ces territoires brazzavillois, largement inspirée des médias internationaux, n'utilise plus aucune appellation ethnique « traditionnelle ». Elle révèle bien que la dimension « ethnique » du conflit brazzavillois n'est guère qu'un prétexte, dangereusement manipulé et non maîtrisé par les hommes politiques. L'as-

44. Un seul port fluvial (ou « beach ») fonctionne légalement sur le fleuve à Brazzaville, au centre ville.

pect moderne et proprement urbain de ce conflit est bien plus préoccupant : c'est la mobilisation violente et massive d'une frange de la jeunesse désœuvrée en quête d'identité, dans une ville en crise.

L'IRRUPTION VIOLENTE D'UNE JEUNESSE DÉSŒUVRÉE

Il faut rappeler que, contrairement au conflit rwandais, les violences brazzavilloises de 1993-1994 n'ont pas engagé massivement toute la population, mais une frange restreinte de partisans recrutés par les partis politiques parmi plusieurs générations de « jeunes » des quartiers⁴⁵ et de certaines zones rurales (Réserve ministérielle – *Aubevillois* – et certains « *zulus* »)⁴⁶.

Comme la plupart des métropoles d'Afrique Noire, Brazzaville est une ville jeune : en 1985, 45 % de ses habitants avaient moins de 15 ans. Malgré l'amorce de baisse de la fécondité, le taux de natalité de 42 %⁴⁷ ne permet pas d'envisager un changement de profil démographique dans la capitale. Plus de 80 % des moins de 20 ans sont nés à Brazzaville et ont été socialisés dans l'horizon des quartiers.

Les jeunes qui ont 20 ans en 1993 sont nés en 73, c'est-à-dire au moment du boom pétrolier, dans un contexte euphorique où les portes de la fonction publique s'ouvraient toutes grandes aux diplômés de l'enseignement secondaire.

L'originalité du contexte social brazzavillois tient à la scolarisation presque totale de sa jeunesse, et ce presque depuis l'Indépendance. Brazzaville est une ville d'écoliers et d'étudiants, largement alphabétisée, et en tous cas massivement « francisée » : la grande majorité des citoyens, y compris les femmes, comprennent le français et ont les moyens culturels d'accéder aux médias modernes.

Lieu d'une double mixité révolutionnaire, mixité sexuelle dans tout le pays et ethnique dans les grandes villes, l'école fut conçue comme l'outil primordial d'unification idéologique et d'effacement des particularismes ethniques et régionaux, et considérée

45. Ils sont parfois encadrés par de vieux « routiers » de l'opposition, par exemple d'anciens membres des JMNR.

46. Certains commentateurs (citadins) n'hésitent pas – en privé – à attribuer la violence des troubles brazzavillois à la « brutalité » de ces ruraux !

47. Soit environ 25 000 naissances chaque année, et 70 % de l'accroissement de Brazzaville (Achickbache C.B., 1986).

comme un pilier essentiel de la République Populaire. Dans cette perspective, la scolarisation fut intégralement prise en charge par l'État, l'éducation nationalisée en 1965, et la fréquentation d'écoles privées interdite aux jeunes congolais sur tout le territoire national⁴⁸. L'école est obligatoire de 6 à 16 ans, et à Brazzaville, 95 % des enfants (environ 200 000 écoliers) sont scolarisés.

Le taux de scolarisation après 16 ans est aussi l'un des plus élevés du continent : 72 % des jeunes de 15 à 19 ans, malgré l'entrée dans le cycle secondaire facultatif. D'après le recensement de 1984, 39 % des habitants de Brazzaville étaient en cours de fréquentation scolaire⁴⁹ !

La politique d'élargissement de l'appareil d'État au cours des années d'opulence pétrolière a massivement orienté les aspirations de la population vers le salariat dans les emplois publics ou privés au détriment d'un artisanat utilitaire local dévalorisé, ou même du commerce : en 1987, un tiers des chefs de ménage brazzavillois étaient des salariés de la fonction publique. L'enseignement secondaire était encore la voie d'une réussite individuelle assurée, si bien qu'entre les deux derniers recensements, on a pu observer un allongement des études et une forte baisse du taux d'activité chez les 20-24 ans⁵⁰.

Mais, depuis 1985, le Congo vit à l'heure de la désillusion, surtout Brazzaville et Pointe-Noire où s'étaient concentrés les investissements et les espoirs. Depuis la crise liée à l'endettement du pays et à la chute des cours du pétrole, ce prolongement des études apparaît comme une fuite en avant d'autant plus vaine que les conditions de scolarisation elles-mêmes ne cessent de se dégrader.

La pléthore des effectifs (79 élèves par classe primaire) est beaucoup plus grave dans la capitale que dans le reste du pays : pas de matériel ni même de bancs, les élèves s'assoient par terre, les instituteurs restent debout. Ces conditions de scolarité aboutissent à des taux dérisoires de réussite aux examens du secondaire : 7,5 % pour le brevet qui permet d'accéder aux lycées,

48. Aujourd'hui les écoles privées, y compris confessionnelles sont à nouveau autorisées, et elles prolifèrent. Seuls les enfants des familles les plus modestes fréquentent encore l'école publique.

49. Il y a évidemment un leurre des chiffres. A Brazzaville d'après une enquête récente, les élèves mettent en moyenne 11 ans pour accomplir le cycle fondamental (la durée normale est de 6 ans). Les 3/4 doublent ou triplent chaque classe jusqu'à arriver au terme de la scolarité obligatoire... sans être vraiment alphabétisés.

50. Dans cette tranche d'âge, on dénombrait 47 % d'hommes scolarisés à Brazzaville.

10,5 % au baccalauréat, volontairement très sélectif par souci de parité avec l'examen français, et pour restreindre l'afflux dans l'enseignement supérieur. Depuis la libéralisation de l'enseignement, et l'incroyable prolifération des écoles privées, seuls les enfants des milieux les plus modestes continuent à fréquenter l'école publique.

Sous la pression du FMI, le Congo a dû réduire les postes de fonctionnaires, licencier les contractuels en surnombre, privatiser les entreprises d'État. Même ralentie, la croissance de la population scolarisée dans le secondaire et dans le supérieur n'aboutit qu'à produire un groupe de plus en plus important de chômeurs « intellectuels » dont le sentiment de frustration ne fait que grandir.

Depuis 1990, au moins 15 000 bacheliers se trouvent chaque année sans emploi. Ils ne trouvent guère à s'investir ailleurs. Le secteur privé moderne tout comme la petite production marchande sont encore embryonnaires, même si l'abandon de l'étatisme économique ouvre de plus larges possibilités. Ce sont souvent les travailleurs immigrés zaïrois qui se glissent dans cette brèche, grâce au faible coût de leur travail (lié au différentiel de change). Ils occupent aujourd'hui la majeure partie de certaines activités comme la menuiserie ou des emplois agricoles saisonniers dans le Pool. De son côté, la diversification du petit commerce est entravée par l'effondrement du pouvoir d'achat de la masse des fonctionnaires qui accumulent les arriérés de salaires (14 mois à la fin de 1995), et par les hausses de prix consécutives à la dévaluation du franc CFA.

Dans ce contexte, la mobilisation scolaire massive, mais inadaptée et sans issue, apparaît comme un lourd facteur de tension sociale en amplifiant les espoirs et les frustrations : celles des exclus de l'école, et celles des diplômés sans perspective professionnelle.

Ces frustrations ont trouvé à s'épancher par le biais de violences au sujet desquelles les acteurs eux-mêmes avancent l'explication ethnique, commode et rassurante. De fait, elle reconstruit des aspirations et des antagonismes d'aujourd'hui en fonction de vieilles catégories liées à l'ordre lignager.

Est-elle pertinente à propos de jeunes grandis à Brazzaville, scolarisés ensemble, nourris par les mêmes médias transnationaux ⁵¹ – comme en témoignent d'ailleurs leurs surnoms de

51. Grâce à la proximité de relais à Kinshasa, les Brazzavillois peuvent, depuis quelques années, capter, avec une antenne ordinaire, quelques chaînes de télévision américaines et européennes – notamment le journal télévisé français en direct. Dans les quartiers, nombre d'officines de location de cassettes

guerre ? Le détour des surnoms paraît révélateur : ils désignent simplement l'autre en tant qu'adversaire, en substituant aux véritables dénominations ethniques une néo-ethnicité urbaine, rêvée, cosmopolite. La toponymie fantasmatique qui en résulte (*Beyrouth, Sarajevo*) extrait symboliquement Brazzaville de son isolement de petite capitale secondaire d'Afrique centrale pour la situer au cœur de l'actualité mondiale !

Parallèlement, cette territorialisation violente des quartiers traduit évidemment une perception fragmentée de l'espace urbain. Ces farouches combats entre *Ninjas* et *Zulus* pour délimiter les frontières de leur zone d'influence traduisent bien un fort sentiment d'appartenance au quartier, mais pas à la ville – repli d'exclus de la modernité économique et culturelle ?

Cet éclatement du sentiment d'identité repose lui-même sur une réalité matérielle : la ségrégation spatiale effective, vécue par les jeunes brazzavillois désœuvrés de la périphérie (Mfilou, Talangai), et qu'ils cherchent peut-être à transcender par une appropriation de leur milieu de vie.

En leur offrant la violence armée pour seule clé de cette appropriation et source de reconnaissance sociale, certains hommes politiques ont à l'évidence commis plus qu'une imprudence, une faute irresponsable et qui pourrait être lourde de conséquences. Plus que la question locale de l'ethnicité, ces violences urbaines finissent par poser les problèmes très universels de l'intégration citadine, et de l'accès des cadets sociaux à l'autonomie et à la citoyenneté.

Aujourd'hui, les tensions se sont un peu calmées. Si le thème ethnique est toujours au centre de la controverse politicienne, la question de la jeunesse ne peut plus être évacuée⁵². Tous les principaux partis politiques ont signé un « Pacte de paix » à la veille de la Noël 1995, s'engageant à respecter la constitution et à désarmer leurs miliciens... mais qu'en faire ? Plusieurs milliers d'entre eux (*zulus* principalement) ont été intégrés à l'armée nationale⁵³, et le Pacte de la paix prévoit l'élargissement de ce recrutement aux autres milices partisans. Cependant, dès janvier 1996, la

vidéos se sont créées. Cette ouverture aux médias d'actualité, tardive au Congo, car longtemps bridée par la censure et le monopartisme, a profondément changé le rapport au monde des Brazzavillois.

52. Sur la sociologie de ces milices, cf. les travaux en cours de Rémy Bazenguissa (chercheur au Centre d'études africaines).

53. Intégration controversée, compte tenu de leurs antécédents, de leur jeunesse, et des modalités de leur formation, à Loudima (au cœur du « niboland ») par des instructeurs israéliens.

mutinerie violente de jeunes fraîchement enrôlés, laisse mal augurer de l'avenir de cette entreprise.

De leur côté, Églises chrétiennes et ONG laïques ont créé de nombreuses associations pour « motiver » les jeunes sans formation ou sans emploi. On retrouve partout, aux postes de responsables bénévoles des nouvelles églises pentecôtistes qui prolifèrent à Brazzaville, les jeunes diplômés à la recherche désespérée d'un statut social⁵⁴....

Face à ce champ d'initiatives parallèles, quel crédit la masse des jeunes brazzavillois peut-elle encore accorder à l'État et à la classe des « aînés politiques » qui continue à monopoliser le pouvoir ?

BIBLIOGRAPHIE

- Achickbache B., Anglade F., 1987. Comparaison entre Poto-Poto et Baongo, *Cahier du GRASU*, n° 1, Brazzaville.
- Amselle J.L., Mbokolo E., dir., 1985. Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique. Paris, éd. La Découverte, 225 p.
- Auger A., 1977. Les ethnies du Congo, *Atlas jeune Afrique de la RP du Congo*.
- Balandier G., 1955. Sociologie des Brazzavilles Noires, 2^{de} éd. 1985, presses de la fondation nationale des sciences politiques, coll Références.
- BIM (Bulletin d'information missionnaire), 1991. Dossier Congo, 9 p.
- Bonnafé P., 1968. Une classe d'âge politique, la JMNR de la République du Congo-Brazzaville, *Cahiers d'études africaines*, 8-3, 1968 : 327-368.
- Breton J.M., 1990. La transition vers la démocratie au Congo, *Revue congolaise de droit*, n° 10, juil.-déc. 1990.
- Chrétien J.P., Prunier G., dir., 1989. Les ethnies ont une histoire, Paris, Karthala-ACCT, 435 p.
- CNSEE (Centre national de la statistique et des études économiques), Recensement général de la population. Commune de Brazzaville de 1974.
- Recensement général de la population et de l'habitat de décembre 1984. Ministère du plan, Brazzaville.
- Colloque Identités et démocratie en Afrique, Pointe Noire, 14-16 déc. 1995, publication prévue en 1996 : association Rupture/Mission française de coopération au Congo.

54. Cf. Dorier-Apprill E., 1995. Recherche (en cours) sur les Nouveaux mouvements religieux à Brazzaville/Équipe « Citadins et religions », ORSTOM Département SUD-UR Enjeux de l'Urbanisation.

- CRETH-URBANOR, 1980. Schéma directeur de Brazzaville, étude socio-urbaine, Ministère des Travaux publics et de la Construction, 159 p.
- Devauges R., 1977. L'Oncle, le Ndoki et l'entrepreneur, Paris, ORSTOM, *Travaux et documents*, n° 75, 187 p.
- Devauges R., 1977. La population urbaine au regard de ses conditions de survie : dépendants et producteurs, *Actes des journées d'études sur Brazzaville*, ORSTOM-AGECO, 1986, p. 275-296.
- Devauges R., 1984. Atlas de Brazzaville, ORSTOM, Travaux et documents n° 180.
- Devesa J.M., 1992. L'appartenance ethnique contre la conscience nationale, démocratie et modernité au Congo, *Le Monde diplomatique*, août 1992, p. 26.
- Dorier-Apprill E., 1993. Environnement et santé à Brazzaville, de l'écologie urbaine à la géographie sociale, thèse de géographie, Paris X, 668 p. *Chap. 2 Une société urbaine en évolution*, p. 63-118
- Dorier-Apprill E., 1996. Rapport d'une mission de recherche à Brazzaville, 14/12 au 9/1 1996, ORSTOM, inédit.
- Dorier-Apprill E., 1995. Brazzaville, la territorialisation violente d'un espace urbain. Communication au colloque *Territoire, lien ou frontière*, ORSTOM/laboratoire Espace et Culture, Paris, 2-4 octobre 1995, à paraître, éd l'Harmattan.
- Kitongo T., 1994. La violence urbaine au Congo : une plénitude de sens, *Rupture*, n° 1, juillet-sept. 1994.
- Le Bris E., Quantin P., 1992. Les barricades sont-elles constitutionnelles, *Politique africaine*, 1992, n° 48, p. 142-145.
- Manckassa C., 1992. De l'État parti à l'État ethno-régional. *La semaine africaine*, n° 1927, 6-12 août 1992.
- Ossebi H., 1988. État et ethnie au Congo : nouvelles situations, vieux démons. *Revue de l'institut de sociologie*, n° 3-4 : 211-217 (cité par Weissman).
- Philippe C., 1992. Démocratie au Congo : la transition difficile, *Défense nationale*, mai 1992 : 43-56.
- Politique africaine*, n° 31, oct. 1988, Le Congo, banlieue de Brazzaville.
- Poungui Pindy Léopold, 1994, Parti-Ethnie et manipulation culturelle, *Rupture*, oct.-déc. 1994 p. 110-115.
- Quantin P., 1994. Congo : décomposition d'une libéralisation, in *Afrique politique* 1994 : 167-190, éd. CEAN.
- Rupture*, revue trimestrielle, depuis juillet 1994. BP 5876 Pointe Noire.
- Soret M., 1978. Histoire du Congo Brazzaville, Berger-Levrault, 237 p.
- Tchikaya J., Lallemand M., 1987, Brazzaville, ville d'écoliers et d'étudiants, in : *Actes des journées d'études sur Brazzaville*, ORSTOM-AGECO, 1986, p. 367-375.
- Weissman F., 1993. Élection présidentielle de 1992 au Congo, entreprise politique et mobilisation électorale, éd CEAN-IEP Bordeaux, 138 p.
- BQA de l'AFP, 1992-1995 ; n° 1412, 2/2/1995 récapitulatif des événements :

La Semaine africaine⁵⁵. Années 1992-1995, et notamment :
27/5/1993 : *Élections législatives anticipées : confusion dans les résultats.*
1/7/1993 : *Dossier : La démocratie à l'épreuve des armes.*
25/11/1993 : *Drame à Bacongo et Makélékélé/ milices et politique.*
3/2/1994 : *Réfugiés de Bacongo-Makélékélé.*
3/3/1994 : *Pillage de l'ORSTOM: à chacun ses responsabilités.*
14/4/1994 : *Début du désarmement civil.*
30/6/1994 : *Bernard Kolelas, candidat à la mairie de Brazzaville.*
Le Chemin, journal de l'Église évangélique du Congo.
Presse politique brazzavilloise, et notamment : la Rue meurt (MCDDI),
la corne enchantée (mouvance présidentielle), le gardien (PCT).

55. Hebdomadaire d'actualité, édité par le diocèse catholique de Brazzaville.